

LABÈGE
Polémique
sur l'arrivée
d'un cirque

• page 27

LAURAGAIS
Baziège veut
sauver sa
trésorerie

• page 29

REVEL
Football : l'USR se
déplace à Juillan

• page 31

LA DÉPÊCHE DU MIDI SUD-EST

SAMEDI 6 OCTOBRE 2018

05 62 11 33 00 • hub31@ladepeche.fr

Vent de fronde dans les communes

Les maires du département se retrouvent aujourd'hui dans un contexte tendu.

• p.22 et 23

Edition du 6 octobre 2018

BAZIÈGE / MONTGISCARD / AYGUESVIVES

Projet de fermeture du Trésor Public : le combat continue

Après la diffusion télévisée d'un reportage sur le projet de fermeture du Trésor public de Baziège (plusieurs fois évoqué dans nos colonnes), le maire monte au créneau et exprime son indignation sur des chiffres erronés : « La location n'est pas de 20000€ mais de 5480 € par an. Il y a 126 jours d'ouverture par an, et 18 personnes accueillies chaque jour (et non quatre comme il a été dit).

Le trésor public de Baziège gère les vingt communes avoisinantes. Le Sicoval et la grande majorité des communes concernées ont voté contre cette fermeture car le Trésor public rend un service de proximité utile et particulièrement aux personnes qui ne disposent pas d'internet.

pétition et lettre au président de la République

« Va-t-on accepter de dire aux gens de devoir prendre le bus pour aller se rendre à la centrale des impôts, rue J.Marvig, pour aller régler leurs impôts ? C'est inconcevable, c'est une véritable problématique pour les contribuables qui ont besoin d'être accompagnés dans des démar-



« J'espère avoir une réponse du Ministre bien avant la fermeture au 1er janvier et j'espère obtenir un sursis d'une décennie au moins.

ches administratives souvent complexes» poursuit Jean-François Roussel. Dès l'annonce de fermeture, il a tout mis en œuvre pour défendre le trésor public, le conseil municipal de Baziège, le 28 août, avait montré son attachement à un réseau des finances publiques de proximité et de pleine compétence et une pétition lancée. Le maire a également écrit au président de la République pour lui faire part de ses inquiétudes et du fait « que le territoire ne pouvait être

vidé de ses services comptables et financiers compte tenu du projet de développement du territoire et de l'arrivée de nouveaux habitants et entreprises ». Le maire a bien reçu une réponse de la part du cabinet le 14 septembre lui indiquant que ce dossier était bien transféré à Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics. Une décision devrait intervenir dans les jours qui viennent.

*Propos recueillis
par Béatrice Bergé-Turpin*

UN SYNDICAT INTERPELLE LE MINISTRE

Jean-Marc Servel, secrétaire CGT Finances Publiques 31, a également interpellé Gérard Darmanin « sur la démocratie et le fait que plus de 10 communes ont pris position contre la fermeture ». Le responsable syndical rappelle certains éléments : « Durant la période de la déclaration de revenus et du paiement des impôts, la trésorerie reçoit une moyenne de 1.800 usagers sur trois jours d'ouverture, sur six mois. Cela donne une moyenne de vingt-cinq usagers par jour. Alors que quatre usagers journaliers ont été annoncés lors du reportage télévisé et dix par la direction. Le reste de l'année, le décompte n'est pas opéré, notamment en matière de produits locaux ou autres amendes. ».